



**Lutte pour le Changement  
Mouvement citoyen non-partisan & non-violent  
de la République Démocratique du Congo/Section de Mbuji-Mayi**

**BAROMÈTRE DE SUIVI DE L'ACTION DE L'EXCUTIF PROVINCIAL**

**BULLETIN N°001 : LES 100 PREMIERS JOURS, LE GOUVERNEUR DONNE UN  
MAUVAIS SIGNAL À NOS ATTENTES !**

## **1.INTRODUCTION**

Le 10 Avril 2019 la Province du Kasai Oriental a connu un événement historique suite à l'élection d'un nouveau gouverneur au terme d'une décennie marquée par une période de calvaire et descente aux enfers qui aura réussi à ôter au peuple kasaien de sa dignité. Ce tournant est loin d'être un fait du hasard puisque le peuple congolais s'était levé sur l'étendue du territoire national pour se battre afin d'arracher sa liberté et restaurer sa dignité. En province des journalistes, activistes, politiciens et autres citoyens indomptables par la dictature ont payé un lourd tribut ; menaces, arrestations arbitraires , emprisonnement, exils forcés en dehors de la province ont été les sorts inévitables pour tout le monde qui élevait sa voix contre l'injustice. Certains ont payé de leurs vies pour que les élections soient enfin tenues le 30 décembre 2018. Hommage à tous ces héros, particulièrement Kayemba Tshitunga Gracia, froidement abattu pour son opposition aux lois injustes. Malgré toutes ces turbulences, le peuple a été résilient ; le peuple a tenu et survécu.

C'est dans ce contexte que le kasai oriental a excellé dans la gestion opaque et calamiteuse. À ce jour, les infrastructures de base sont inexistantes, l'économie et tant d'autres secteurs vitaux sont au point mort. Il s'avère clairement que le kasai oriental a plusieurs priorités et tout est à reconstruire.

Pour sortir d'un tel gouffre, la plus petite province de la République Démocratique du Congo a besoin d'un leadership à la hauteur des défis et porteur d'un programme d'espoir axé sur des piliers de bonne gouvernance et transparence, diversification des secteurs de revenus ainsi que la politique fiscale qui attire, encourage et propulse les investisseurs.

Un programme développement réaliste ne peut être mis en exécution sans un contrôle citoyen. La responsabilité citoyenne nous incombe la tâche, entant que mouvement citoyen, de diligenter ce mécanisme de suivi de l'action de l'exécutif provincial afin de l'orienter à bon port. C'est dans cette ordre d'idée que la Lucha Mbujimayi a mis sur pied le présent baromètre qui se veut un mécanisme de contrôle citoyen objectif et non complaisant.

Le 8 Mai 2019 a marqué l'entrée en fonction effective du gouverneur Jean Maweja Muteba. À ce jour, Il totalise 100 jours depuis qu'il gère la chose publique et notre premier bulletin du baromètre de suivi de l'action du l'exécutif provincial s'emploie à passer au crible les 100 jours de son action. Ce délai, bien que court, il reste très déterminant pour évaluer les bonnes intentions et les aptitudes à exécuter un programme de décollage de notre province.

## 2.MÉTHODOLOGIE DU TRAVAIL

Nous avons utilisé *la méthodologie discursive, documentaire et l'observation participante*. Les sources médiatiques et les réseaux sociaux ont été analysées afin de dégager une évaluation et un contrôle objectifs. L'observation participante des décisions, actions, discours, déplacements, nominations, et réactions ou non à différents événements survenus en province et en dehors (qu'ils soient d'ordre social, économique, politique ou sécuritaire) nous a permis d'apprécier les actions posées étant donné que nous sommes acteurs et citoyens bénéficiaires des probables changements. Cela a été ensuite confronté aux engagements pris par le gouverneur Jean Maweja Muteba dans son discours sur le son plan quinquennal devant l'assemblée provinciale.

Cette analyse citoyenne sera axée sur quelques plans dont :

La Politique, Justice et Droits Humains

L' Économie et Sociale

La Santé et Environnement

La Sécurité ;

Domaines	Positifs	Négatifs
<b>Politique, justice et Droits humains.</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Liberté d'expression, des réunions sont démisés, liberté des manifestations ; cas des manifestations organisées par la lucha, les agents Miba, les travailleurs de la société Sacim et les infirmiers,</li><li>-Publication de l'équipe équipe gouvernementale,</li><li>-Suspension du chef de division provinciale de la santé et quelques responsables de l'EPSP Kasai oriental. Avec pour conséquence le rétablissement progressif de l'ordre dans le secteur de la santé,</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Libertinage dans les manifestations organisées par les membres du Parti politique du gouverneur et aucunes mesures de justice prise contre les manifestants qui avaient battu le ministre provincial de la justice et saccagé les biens des particuliers,</li><li>-La persistance des activités de la dynamique Maweja gouverneur qui abbat le même travail que les 100% sous le règne de l'ex gouverneur Ngoyi Kasanji ; culte de la personnalité et clientelisme politique,</li><li>-Annonce des</li></ul>

		<p>mesures populistes pour l'amélioration du social des gouvernés sans aucune action ou initiative concrète sur terrain(cas de la baisse du prix de maïs qui devrait être suivi par 3 ou 4 repas par jour dans chaque ménage).</p> <p>-L'absence d'un cabinet officiel et présence d'un entourage encombrant et non productif. Idem pour les ministres Provinciaux,</p> <p>-Le non respect du principe de continuité des services de l'État ; tous les membres de cabinet de son prédécesseur n'y sont plus alors qu'il n'a pas un nouveau cabinet,</p> <p>-Persistance des conflits coutumiers qui ont engendrer pillage de plus de 70 cases à Kanyenga Mibale.</p>
--	--	--

		<p>-La déconsidération de la presse locale (bousculade et dédain et mépris des journalistes par ses proches) alors que ce dernier devrait être considérée comme quatrième pouvoir.</p> <p>-Absence des qualités politiques d'un sapeur pompier (incapacités de répondre aux urgences).</p>
<b>Économie et Sociale</b>	<p>- Des contacts pour attirer les investisseurs étrangers pour les projets de développement au Kasai oriental sanctionnés par une promesse de Dikembe Mutombo d'une somme de 100.000 dollars afin d'améliorer le social de la population et d'un don de quelques matelas d'hôpitaux.</p> <p>-L'annonce de donner de l'emploi aux 6 meilleurs lauréats de l'UOM ayant obtenu plus de 70%,</p> <p>- Suppression de la taxe</p>	<p>-Le manque d'une politique d'urgence pour désenclavement de la province,</p> <p>-Difficultés persistantes de la population pour s'approvisionner en eau potable et l'accès difficile à l'électricité.</p> <p>-Hausse de prix des denrées alimentaires de première nécessité sur les marchés locaux.</p> <p>- Aucune politique à impact visible pour la construction ou la rénovation des</p>

	ciblant tous les pedaleurs du kasai oriental,	infrastructures de base et l'absorption du chômage.
<b>Santé et Environnement</b>	<p>-Participation au lancement des activités de reboisement initiées par la Fondation Daniel Madimba et autres partenaires étrangers, qui démontre l'engagement à lutter contre le réchauffement climatique.</p> <p>- Participation au lancement de la campagne de vaccination.</p>	<p>-La persistance des épidémies l'épidémie de Choléra, Rougeole,</p> <p>- Aucun engagement, aucune déclaration ni promesse pour combattre l'insalubrité dans la ville de Mbuji mayi et le non accompagnement des structures oeuvrant dans le secteur de l'environnement et qui sont visibles sur terrain.</p>
<b>Sécurité</b>	<p>-La traque et l'arrestation des bandits par la police.</p>	<p>-Assassinat de 2 sujets indiens oeuvrant dans le secteur du diamant à leurs résidence sise avenue Inga,</p> <p>_Visites nocturnes domiciliaires par les hommes armés,</p> <p>-Persistances de barrières dans les différent coins de la</p>

		province (Katanda, Pont kalelu, kabala, Kangelenga, la route Kabeya Kamuanga - Miabi) malgré l'interdiction, -Tracaceries routières par les Agent de la police de circulation Routière (PCR)
--	--	--

### 3.CONCLUSION

La situation qui prévaut en province demeure délétère. Malgré quelques actions posées, le gouverneur est resté superficiel par rapport aux axes prioritaires de son plan quinquenal qui consistait à :

- Promouvoir des mesures relatives à la sécurité alimentaire,
- Augmenter le taux d'accès à l'eau et à l'énergie électrique,
- Construire et la réhabiliter les infrastructures routières, sanitaires et scolaires,
- Améliorer le climat des affaires par la récréation des activités économiques,
- Lutter contre les maladies endémiques et à virus,
- Améliorer du système éducatif etc.

Ces 100 premiers jours sans action à impacte visible constituent un sérieux indice d'un leadership douteux , faillible et inapte dans l'exécution d'un plan de développement delimité dans le temps. L'évaluant sur ces éléments précis dont les jalons sont susceptibles d'être posés dans les temps déjà écoulés, le bilan de l'excutif provincial est nul.

Pour ce faire, la Lucha donne au gouverneur de province un délai d'un mois pour se démarquer de cette stagnation, faute de quoi nous adopterons des mécanismes légaux et très sévères pour redonner l'espoir à la population.

#### 4. PROPOSITIONS.

La Lucha encourage le gouverneur de province à :

- Diversifier l'économie au delà du seul secteur minier ; la chute de la MIBA ayant été très fatale pour la province, nous sommes persuadés une telle opprobre ne peut être évitée qu'avec la diversification des axes économiques.
- Adopter une bonne politique fiscale qui encourage les investisseurs locaux et attirent ceux qui ont migrés vers les provinces voisines (principalement Kinshasa et Lubumbashi) et améliorer le climat des affaires afin d'aider les investisseurs disséminés à travers le pays à placer leurs capitaux dans les investissements en province .
- Veiller à la redynamisation et équipement de la police pour un bon encadrement des manifestations publiques et la sécurité de la population.
- Mettre en pratique sa politique Agriculture priorité de priorité, dès la saison agricole incessante en privilégiant la diversification des denrées allant au delà des maïs et manioc.
- Créer le mécanisme d'une gestion transparente du poste de péage de Tshilamba qui évite une taxation forfaitaire et bannissant toutes formes de détournement tant décriés.
- Supprimer la dynamique Maweja qui perpétue le culte de personnalité et qui consacre le clientelisme politique.
- Rénover et construire la voirie urbaine et amorcer la lutte contre les érosions.
- Mettre en place un programme d'éducation environnementale et la création d'un plan provincial pour l'environnement,
- Professionnaliser et humaniser la brigade d'assainissement de l'hôtel de ville et veiller à la création ainsi que la mise en place d'une brigade, d'un bataillon ou d'une unité de la police nationale congolaise chargée de la gestion environnementale de la province au regard de la police de proximité, du bataillon de garde, de la brigade minière, de mine-hydro et consorts.

Fait à Mbuji-Mayi le 20 Août 2019